

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral portant réalisation d'une étude de caractérisation de la qualité des terrains concernant la Société CEMEX ayant exploité une carrière sur le territoire de la commune de Beauvilliers

(N°ICPE : 0010002526)

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles R.512-39-4 et L.211-1-II-2 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU le schéma régional des carrières de la région Centre-Val de Loire et notamment son annexe 2, approuvé par arrêté du 21 juillet 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2265 du 26 novembre 1997 autorisant la société Les Calcaires de Beauce à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire de Beauce sur le territoire de la commune de Beauvilliers aux lieux-dits « La sablonnière », « le Bois des Places » et « la Folie » ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2003 relatif au transfert au profit de la Société Sablière et Entreprise MORILLON CORVOL, des autorisations accordées à la Société des Calcaires de Beauce pour l'exploitation d'une carrière et d'une installation de premier traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Beauvilliers ;

VU le courrier du 4 décembre 2006 par lequel l'exploitant informe Monsieur le Préfet qu'à compter du 1^{er} janvier 2007, le nouveau nom de son enseigne sera CEMEX GRANULATS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2013 modifiant la liste des matériaux acceptables pour la remise en état de la carrière exploitée par la société CEMEX GRANULATS située sur le territoire de la commune de Beauvilliers ;

VU l'arrêté préfectoral n°89-2024 du 3 octobre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU le dossier n°12.28.2637 relatif à la demande de poursuite d'exploitation de carrière sur le territoire de Beauvilliers et notamment le plan de l'état final ;

VU les procès-verbaux de récolement du 22 juin 2017 et du 03 juillet 2020 ;

VU les courriers du 20 décembre 2022 et du 23 février 2024 du propriétaire des terrains relatif à la remise en état des parcelles ZL37 et ZL38 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 28 novembre 2023 suite à la visite d'inspection du 03 mai 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU la réponse de l'exploitant en date du 20 décembre 2023 relative à la visite d'inspection précédemment visée ;

VU la transmission, par courrier du 06 août 2024, du projet d'arrêté préfectoral ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 3 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que le litige opposant le propriétaire des terrains et CEMEX GRANULATS concerne les parcelles ZL37 et ZL38 ;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de récolement du 3 juillet 2020 concerne les parcelles ZL11pp, ZL12, ZL13, ZL15, ZL16, ZL17, ZL18, ZL19, ZL20, ZL21, ZL37 et ZL38 ;

CONSIDÉRANT que les procès-verbaux de récolement ne peuvent être assimilés à des quitus ;

CONSIDÉRANT que, comme mentionné à l'article R. 512-39-4, des prescriptions peuvent être imposées s'il apparaît que des travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour assurer les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 03 mai 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Le remblayage de la carrière nuit à la qualité du sol ainsi qu'au bon écoulement des eaux.

CONSIDÉRANT que la réponse apportée par l'exploitant concernant la visite du 03 mai 2023 est jugée insuffisante ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prescrire une étude de caractérisation des terrains afin de s'assurer de l'absence d'élément sur les parcelles ZL37 et ZL38 pouvant nuire aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

A R R E T E

Article 1 – La société CEMEX, dont le siège social est situé 13 rue du Capricorne – 94150 Rungis, ancien exploitant d'une carrière de calcaire implanté sur la commune de Beauvilliers, justifie de la bonne remise en état, du bon écoulement des eaux ainsi que de l'absence de déchets acceptés non autorisés sur les parcelles ZL37 et ZL38 en réalisant, par un organisme compétent et indépendant, une étude de caractérisation de la qualité des terrains remis en état.

Le cas échéant, cette étude s'accompagne d'un plan d'actions permettant le respect des conditions de remise en état prévues par les arrêtés préfectoraux du 26 novembre 1997 et du 21 janvier 2013.

Article 2 – Le rapport correspondant à l'étude citée à l'article 1 du présent arrêté est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas un an après la date de notification du présent arrêté.

En tout état de cause, la société CEMEX réalise cette étude avec l'accord du propriétaire des terrains et de l'exploitant agricole. Cet accord, faisant figurer les dates prévisionnelles et les emplacements des sondages géotechniques, est transmis par la société CEMEX, dès réception, à l'inspection des installations classées.

Article 3 – Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

A – Recours contentieux

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans.

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture .

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

B – Recours administratif

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

L'exercice d'un recours administratif prolonge de deux mois les délais prévus au A 1° et 2° ci-dessus.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 5 - Notification, publicité

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté est transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

Article 6 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le - 8 OCT. 2024

~~Le Préfet~~
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN